

Comment éviter une génération sacrifiée ?

Les propositions du Cercle des économistes

Quelle jeunesse en 2020 ?

Aujourd'hui, ils sont 9,2 millions de jeunes âgés de 18 à 29 ans en France. Parmi eux, si l'on cumule ceux qui sont au chômage et ceux qui n'ont ni emploi ni formation, ils sont plus d'un tiers dans une situation extrêmement difficile. Ils sont aussi près de 2,73 millions d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur. Dans l'étude d'ELABE pour le Cercle des économistes, le constat est sans appel : la situation de la jeunesse est très difficile. Sans accès au RSA, face à un marché du travail ébranlé par la crise et un futur qu'on ne pourrait se risquer à deviner, les jeunes font partie des plus touchés par la crise économique. 21,8% des jeunes de 15 à 24 sont actuellement au chômage, contre 9% dans la population active¹. Pire, 20% vivent sous le seuil de pauvreté². En ce sens, l'accompagnement et la protection des jeunes en France doivent être une priorité des politiques de relance. Mais les jeunes font aussi preuve d'une très grande résilience, et sont convaincus que leur génération a toute l'énergie nécessaire pour affronter les grands défis auxquels nous faisons face.

Comment la pandémie de la Covid-19 a aggravé la situation des jeunes ?

Entre 2019 et 2020, le taux de chômage des jeunes est passé de 19 à 21,8%. C'est la tranche d'âge la plus touchée par la hausse du chômage en cette période de crise sanitaire. Trop souvent, les jeunes sont les « variables d'ajustement » dans le marché du travail : ce sont eux qui sont le plus employés en intérim, en CDD, dans des emplois saisonniers ou à temps partiel. Toutes ces offres sont les premières à souffrir de la crise économique, et donc les jeunes en sont les premiers impactés.

Les difficultés financières des jeunes ne sont pas récentes, mais la situation de ces derniers mois a rendu le quotidien plus dur, plus lourd, avec notamment un recours régulier à des privations. 1 jeune sur 2 a dû réduire ses dépenses alimentaires au cours des 6 derniers mois³. Près de 6 parents sur 10 ont aidé financièrement leurs enfants, mais 1 sur 10 n'a plus les moyens de le faire aujourd'hui. Il y a un fort sentiment que cette épidémie a entravé les jeunes et leurs projets.

Entre la contraction de l'offre et les quelque 700 000 jeunes arrivant sur le marché du travail à la rentrée 2020, la « génération Covid » s'est retrouvée en grande précarité. Pour autant, les jeunes ne sont en majorité ni résignés, ni abattus.

¹ Données Insee T3 2020

² Au sens de l'Insee, c'est-à-dire avec moins de 60% du salaire médian, soit 1 063€ mensuels

³ Etude ELABE pour le Cercle des économistes, Décembre 2020

Quelle perception de la situation actuelle ?

L'étude ELABE réalisée pour le Cercle des économistes présente une jeunesse sous pression, fortement percutée dans sa vie quotidienne par la Covid-19, extrêmement lucide sur les difficultés, mais en même temps prête à rebondir. Les jeunes décrivent ces périodes de confinement comme des épreuves. Pour près de 6 sur 10, il s'agit d'une période de grande angoisse, et un moment d'isolement.

L'emploi et la santé sont aujourd'hui les deux plus fortes préoccupations de cette jeunesse, l'enjeu climatique venant en troisième position dans cette période de crise.

Mais c'est surtout le portrait d'une génération résiliente, déterminée, avec des jeunes qui se mobilisent et restent optimiste pour leur avenir. Malgré les incertitudes la jeunesse française refuse le fatalisme et continue de s'engager dans des projets pour transformer la société.

À l'évidence, le point clef va être l'intégration sur le marché du travail car on s'est aperçu dans toutes les crises (constat notamment fait après la crise de 2008) que pour un jeune primo-arrivant sur le marché du travail aujourd'hui, le rattrapage sur salaire peut prendre une dizaine d'années, du fait d'une trajectoire salariale ébranlée par la crise économique (à cause d'un premier salaire peu élevé, de périodes de chômage, ...). Par exemple, les jeunes entrés sur le marché du travail en 2010 après les crises de 2008 et 2009 avaient au bout de sept ans d'activité professionnelle un salaire médian inférieur de 12% à celui des jeunes de la génération précédente⁴.

Ce que le gouvernement a mis en place

Bien sûr, des mesures ont été mises en place par le Gouvernement depuis le début de la crise sanitaire pour pallier les problèmes particuliers des jeunes avec un investissement de près de 6,7 milliards d'euros sur deux ans via : un doublement des bénéficiaires de la « garantie jeunes » (de 100 000 à 200 000), le versement d'aides d'urgence aux jeunes le plus précaires (200€ au printemps et 150€ à l'automne pour les étudiants boursiers notamment), la création d'emplois étudiants (20 000 en 2020), des aides aux travailleurs saisonniers (900€ par mois sous condition), le lancement du dispositif « 1 jeune, 1 solution » incluant un doublement des offres de services civiques (de 100 000 à 200 000), une augmentation du nombre de formations qualifiantes (200 000 places proposées en janvier 2021), des aides à l'embauche pour les entreprises (entre 4000 et 8000€), un meilleur accompagnement des jeunes les plus éloignés de l'emploi...

Le gouvernement a promis de ne « laisser personne sur le bord de la route ». Pourtant, nombreux sont ceux qui se sentent oubliés par ces mesures. Que ce soient les jeunes diplômés n'ayant pas assez travaillé pour pouvoir prétendre aux indemnités de chômage, les jeunes « à la limite » des critères de conditionnalité des aides financières (bourses, garantie jeunes, RSA, aides d'urgence...) ou ceux qui ne sont pas armés pour effectuer toutes les démarches qui leur permettrait une réelle intégration dans le marché du travail. Un constat très marquant de l'étude ELABE pour le Cercle des économistes soulève un point essentiel : il y a trop d'inégalités entre les jeunes dans l'accès à l'emploi, à la formation et aux études. 52% des jeunes interrogés estiment que l'ascenseur social ne fonctionne pas dans notre pays. Mais tous expriment une forme d'optimisme prudent : rien n'est perdu pour eux. Ils estiment avoir l'énergie et surtout l'envie de faire bouger les lignes, à moyen et long terme.

Certaines institutions aussi semblent dépassées par la situation : les Universités par exemple ont dû s'adapter extrêmement rapidement durant les deux confinements, en mettant en place des systèmes d'enseignement à distance du jour au lendemain ou presque. Aujourd'hui, certaines estiment n'avoir reçu « que les miettes » du plan de relance et des investissements étatiques. Comment mettre en place sereinement les dispositifs de formation et d'accompagnement des étudiants vers la vie active sans moyen ? Comment éviter un trop grand nombre de décrocheurs alors même que certains élèves n'ont eu que quelques semaines de cours « en présentiel » depuis mars dernier ? La priorité donnée à la jeunesse doit l'être complètement, en investissant stratégiquement et massivement pour elle, et donc pour l'avenir de la France.

⁴ Céreq Enquêtes - Quand l'école est finie. Premiers pas dans la vie active de la Génération 2013 – Octobre 2017

Les propositions du Cercle des économistes

C'est pour faire face et réfléchir aux problèmes, incertitudes et espoirs de la jeunesse française, que le Cercle des économistes a organisé une journée de débats et d'échanges autour du thème « Comment éviter une génération sacrifiée ? ». Il faut aller plus loin pour donner à la jeunesse les moyens d'agir, concrètement et simplement, pour inventer et construire le monde de demain !

Pour cela, le Cercle des économistes propose de mettre en place une société contractuelle avec les jeunes, et non dans une approche d'assistanat, autour des propositions suivantes :

PROPOSITION 1 Simplifier et clarifier les conditions d'accès aux dispositifs d'accompagnement et toucher tous les publics jeunes sans exception. Chaque mesure financière doit faire l'objet d'un accompagnement réel :

- En donnant l'information la plus complète à l'ensemble des jeunes sur les mesures et dispositifs mis en place pour les accompagner dans cette crise
- En mettant en place plus de moyens humains pour accompagner les jeunes dans les structures comme les Missions locales, l'APEC, Pôle Emploi
- En mettant en place un accompagnement systématique et différencié pour les jeunes diplômés et les jeunes les plus éloignés de l'emploi (NEETs) : 1 jeune = 1 solution = 1 accompagnement = 1 projet

PROPOSITION 2 Elargir massivement la « garantie jeunes » jusqu'à la proposer à tout jeune en recherche d'emploi, de formation et ne bénéficiant d'aucune bourse :

- Sur la durée
- Sur le montant : doubler le montant de l'aide financière pour permettre aux bénéficiaires une vraie insertion dans la vie active
- Alléger les conditions d'obtention de cette garantie en révisant ses critères d'attribution
- Mettre en place de vraies contreparties pour les bénéficiaires dans le cadre des dispositifs d'accompagnement par les Missions locales, Pôle Emploi ou l'Apec

PROPOSITION 3 Dans la perspective de réintégration des jeunes les plus éloignés de l'emploi :

- Multiplier le nombre d'Écoles de la deuxième chance
- Revaloriser la rémunération du Service civique

PROPOSITION 4 Mettre en place d'urgence les formations qualifiantes en spécifiant les secteurs concernés, les moyens mis en place et les enseignants mobilisés

PROPOSITION 5 Prolonger le versement d'aides à l'embauche jusqu'en juin 2021

Pour resserrer les liens intergénérationnels il nous semble également opportun d'associer les jeunes à cet immense défi qu'est la campagne de vaccination.

Le **Cercle des économistes** est un cercle de réflexion, fondé en 1992, à l'initiative de Jean-Hervé Lorenzi, qui réunit une trentaine d'économistes et d'universitaires. Sa mission est d'organiser et de promouvoir un débat économique ouvert et accessible à tous. Ses membres se distinguent par des approches et des compétences différentes, garantissant ainsi la richesse et la pluralité des débats. Le Cercle des économistes organise différents événements annuels dont les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

Pour en savoir plus :

lecercledeconomieconomistes.fr

